

# La politique énergétique

## UN LIVRE DE ARUNDHATI ROY

Partage international n° [170](#) - Octobre 2002

par Marc Gregory

*Arundhati Roy, de nationalité indienne, est engagée dans la lutte pour la protection de l'environnement. Son premier livre The God of Small Things (le Dieu des petites choses) fut récompensé du prix littéraire Booker en 1997. Depuis lors, elle a publié deux ouvrages consacrés à l'analyse sociale et politique dont le dernier, Power Politics (La politique énergétique), analyse l'influence des sociétés multinationales sur la production de l'électricité en Inde.*

Sur une centaine de pages, Arundhati Roy met clairement en évidence les effets désastreux du capitalisme sauvage qui sévit à l'échelle mondiale. Elle écrit : « *Ce qui se passe en Inde se répète partout dans le monde. Il y a seulement une différence d'échelle : ici, l'ampleur des conséquences vous saute aux yeux.* » La longue histoire des enfreintes au bien public commises par les gouvernements et les sociétés privées est un véritable dédale, mais il est possible de mettre en évidence certaines caractéristiques générales du comportement des sociétés multinationales à l'égard des pays en voie de développement. Ce livre s'intéresse particulièrement à la prolifération des grands barrages, souvent présentés comme capables d'améliorer la production agricole et de rationaliser la production électrique, mais également comme des symboles de l'industrialisation de l'Inde. Cependant la réalité est toute différente.

### Grands barrages, gros profits

A. Roy attire l'attention sur le fait que les Etats-Unis sont la nation qui investit le plus dans le secteur énergétique des pays en voie de développement. La construction de grands barrages à travers le monde représente un chiffre d'affaires de 36 à 40 milliards de dollars par an. Les sociétés multinationales américaines, conduites par General Electric, construisent des équipements électriques de grande capacité pour lesquels il n'existe qu'une très faible demande au sein des pays industrialisés. Aussi

cherchent-elles désespérément à vendre leurs équipements à d'autres pays tels que l'Inde. Il n'est évidemment pas question pour ces sociétés de céder leurs équipements dans un but altruiste. Au contraire, il s'agit pour elles de privatiser la production d'énergie dans les pays en voie de développement et d'exercer des pressions sur les gouvernements concernés afin qu'ils achètent l'électricité produite par des sociétés multinationales américaines, qu'ils en aient besoin ou pas.

La privatisation de la production d'énergie en Inde fut conduite par une autre société multinationale américaine qui négocia, en 1993, un premier contrat avec l'Etat du Maharashtra, dirigé à l'époque par des conservateurs du parti du Congrès. Par ce contrat, l'Etat du Maharashtra s'engageait à acquérir une énorme centrale électrique à un prix prohibitif. En 1995, les progressistes remportèrent les élections régionales au Maharashtra et annulèrent le contrat. Les Etats-Unis réagirent en envoyant leur ambassadeur, Frank Wisner, qui protesta de façon formelle. En mai 1996, le nouveau gouvernement du Maharashtra fut évincé par un vote de défiance au Parlement national indien, et le contrat fut immédiatement remis sur la table des négociations.

Entre-temps, Frank Wisner mit fin à sa carrière diplomatique et fut engagé comme directeur de la société américaine titulaire du contrat. Celui-ci stipulait que l'Etat paierait 430 millions de dollars pour la mise en œuvre de la première phase, les autres phases devant faire l'objet de négociations ultérieures. A long terme, l'Etat du Maharashtra devra verser 220 millions de dollars par an pendant vingt ans en échange des « services fournis ». A. Roy signale que ce contrat, le plus important de toute l'histoire de l'Inde moderne, fut négocié secrètement, sans l'approbation des représentants de la population. Il apparaît que la société multinationale qui a négocié ce contrat n'est autre que la société Enron, établie à Houston, au Texas.

La politique suivie dans ces affaires se répète toujours : il s'agit de convaincre des éléments corrompus des gouvernements des pays en voie de développement d'acquiescer de grandes quantités de biens et de services qui ne se vendent plus ailleurs (A. Roy affirme qu'Enron a reconnu avoir déboursé des millions de dollars pour « former » les politiciens et des bureaucrates indiens impliqués dans cette affaire), et de les enfermer dans des contrats à long

terme qui permettent de garantir un profit digne de l'usure. Si l'Etat s'aventure à remettre en cause les termes de ces contrats totalement déséquilibrés, il prend alors le risque de se voir affubler d'une image négative qui découragera les futurs investisseurs. Cette menace agit comme un carcan pour les pays en voie de développement qui alimentent ainsi de plantureux transferts au profit des pays industrialisés. Selon A. Roy, le mot d'ordre est : « *Laissez-nous vous dévaliser, sinon nous nous en irons.* »

### **Des barrages pour nourrir les rats**

Comme si la nature perverse de ce type de commerce ne représentait pas une charge suffisante, A. Roy continue en décrivant en détails les effets liés à la construction de grands barrages. Dans la section « Inde » du rapport de la commission mondiale des barrages, préparée par les experts du gouvernement indien, on évalue à moins de 10 pour cent (soit environ 20 millions de tonnes) la contribution des grands barrages à la production totale de céréales. A Roy signale qu'annuellement, le double de ce volume pourrait dans les entrepôts gérés par le gouvernement indien et que 350 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Environ 10 pour cent de la récolte annuelle de céréales est perdue à cause des rats qui prolifèrent dans les entrepôts.

De plus, le secrétaire d'Etat au développement rural estime que 40 à 56 millions de personnes, en majorité des agriculteurs pauvres, ont dû être déplacées suite à la construction de barrages au cours de ces cinquante dernières années, et ceci dans un pays où il n'existe pratiquement aucune politique de relogement. Il faut aussi tenir compte des dizaines de milliers d'hectares de forêts submergées par les réservoirs d'eau formés par les barrages. A Roy en conclut que « *l'Inde doit être le seul pays au monde qui érige des barrages, déplace des millions de personnes et inonde les forêts pour finalement nourrir des rats* ».

A. Roy, grâce à sa formation d'architecte, parvient à une approche scientifique rigoureuse. La précision et la clarté de son analyse contribuent à la dénonciation des injustices perpétrées en Inde et dans les autres pays en voie de développement.

*Arundhati Roy, Power Politics. South End Press, USA, 2001. (ISBN 0-89608-668-2)*

Inde **Auteur** : Marc Gregory, musicien et collaborateur de Share International, il réside au Nord de la Californie.

**Thématiques** : [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)  
**Rubrique** : [Compte rendu de lecture](#) ()